



Inspection de l'Éducation Nationale Circonscription de Sartrouville

7 rue du Bas de la Plaine, 78500 SARTROUVILLE
☎ 0139 13 98 18 - ☎ 01 39 14 41 07 - ✉ ce.0783233r@ac-versailles.fr

Compte rendu de la réunion « Débat national sur l'avenir de l'école » du 13 décembre 2003 dans les locaux de l'école Paul Bert à Sartrouville.

Deux sujets parmi les vingt-deux proposés ont été débattus. Chaque apport est fidèlement consigné dans ce document sans hiérarchisation ni du contenu, ni du temps consacré.

Question 2

« Quelles doivent être les missions de l'École, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ? »

- Apprendre une ou plusieurs langues européennes
- L'anglais est plus utile que les autres langues.
- Mais l'anglais n'est pas la seule langue européenne, pourquoi se focaliser dessus?
- En fait, quelle que soit la langue étudiée, l'apprentissage d'une langue étend les possibilités d'en apprendre d'autres.
- L'apprentissage d'une autre langue n'est efficace que si la langue maternelle est maîtrisée.
- Renforcer les moyens et la formation des enseignants sur l'enseignement des langues.
- Possibilité d'intervenants extérieurs.
- Oui, mais formés à l'enseignement et aux principes du service public d'éducation.
- Privilégier les enseignants, formés à tout cela
- Ouvrir sur la culture européenne.
- L'important, c'est d'ouvrir les enfants à aller voir comment ça se passe dans les autres pays.
- Reconnaître au niveau européen les diplômes nationaux.
- Par-delà les disciplines enseignées, une mission importante de l'École est de donner la possibilité à l'enfant d'avoir le choix.
- Donner au citoyen la capacité d'être autonome.
- Avoir une formation valorisée sur le marché du travail.
- Permettre la professionnalisation.
- Préparer à la "vie active": à la fois vie professionnelle et vie sociale

- Faire acquérir à l'élève les moyens de s'adapter aux différentes situations rencontrées dans sa vie professionnelle.
- Communiquer entre les acteurs et les utilisateurs de l'école.
- Eduquer avant d'instruire.
- Eduquer et instruire.
- Instruire aussi pour éduquer? Les deux sont-ils dissociables?

- Affirmer l'importance de la culture générale dans tous les cursus y compris ceux de la filière professionnelle pour faciliter le « vivre ensemble ».
- Inversement, intégrer les valeurs des cursus professionnels et la découverte des apprentissages correspondants dans les cursus généraux.
- Que chaque enfant puisse être ainsi confronté à différents apprentissages, et rompre avec la logique des "voies royales" et du choix par défaut.

- Le rythme d'un enfant peut être différent de celui d'un autre. Importance de trouver les moyens d'amener chaque enfant le plus loin possible dans la scolarité obligatoire.
- Trouver comment maintenir tous les enfants à l'école pour leur permettre d'intégrer la vie active avec une formation.
- - Faciliter le retour dans un processus de formation après une sortie hâtive du système scolaire, ou le changement d'orientation (passerelle enseignement général / enseignement professionnel).

- Valoriser l'école maternelle à la française comme une école à part entière où se réalisent des apprentissages. A opposer à d'autres systèmes européens perçus comme moins performants.
- L'école maternelle est le lieu où on apprend à aimer l'Ecole.

- Intégrer la nécessaire adéquation entre la volonté d'une unicité des enseignants dans les enseignements et les moyens à mettre en œuvre.

Question 9

« Quelles doivent être les fonctions et les modalités de l'évaluation des élèves, de la notation et des examens ? »

- Donner un statut positif à l'erreur. Nous, adultes, nous commençons souvent par faire des erreurs lorsque nous apprenons quelque chose de nouveau.
- Les erreurs doivent-elles être "sanctionnées" ou leur sens analysé?
- On "sanctionne" une faute, on évalue un travail.
- Ne pas faire un travail est une faute. A ce titre, on ne peut donc donner un "0" pour un travail non fait. Si une évaluation ou une notation doit être mise en place, elle doit s'appuyer sur une production effective.
- Refléter le monde professionnel où la notation sanction apparaît comme partie intégrante.
- Sanctionner, établir un classement illustrant la compétition naturelle entre les hommes, comme dans le sport par exemple.
- Il y a une différence entre le sport et l'Ecole. La compétition sportive est ressentie comme équitable parce que, à tort ou à raison, on estime que les concurrents ont les mêmes chances de départ (le dopage est interdit). Ce n'est pas forcément le cas dans la compétition scolaire.
- Prendre en compte l'ensemble des compétences et savoirs des élèves (bien que l'ensemble des champs disciplinaires prêtent à évaluation, seuls les mathématiques et le français sont discriminants dans l'appréciation des élèves).
- Une note est différente d'une appréciation. Un mot d'explication à côté de la note permettrait aux parents et à l'enfant de connaître son évolution.

- Une note n'a pas besoin de mot d'explication en soi. Par contre, une évaluation doit être explicite.
- Une note est plus parlante qu'une lettre.
- La note est nécessaire pour que l'enfant puisse savoir où il en est.
- Une note n'indique pas où sont les lacunes, où il faut soigner. Il faut comprendre à quoi correspond la note. En d'autres termes, identifier les lacunes pour permettre une remédiation.
- Il serait normal que si quelque chose n'est pas compris, les enfants puissent retourner, avec le maître, vers leur livre pour tenter de progresser. Au secondaire, ceci n'est pas généralement appliqué.
- Il existe des différences entre les pratiques du 1er et du 2nd degré. Le premier est plus sensible à la prise en compte de l'erreur.
- Eviter les ruptures dans les modalités d'appréciation des élèves entre les différents degrés de l'école. (compétences à acquérir du premier degré ou note sanctionnant un savoir du second degré...)
- La note est aussi un moyen d'auto-comparaison entre les élèves eux-mêmes. Une mauvaise note peut être dévalorisante. Faut-il pour cela faire des classes où tout le monde aurait entre 15 et 20, le 15 d'une classe ayant un sens différent du 15 d'une autre classe?
- Respecter l'équité entre les classes et les établissements.
- Le brevet n'est pas reconnu sur le plan professionnel. Faut-il lui donner une valeur, ou le supprimer?
- Il fait partie des examens nationaux, où l'on parle de la même chose au même moment. Et où l'on voit les différences entre les territoires.
- Dans le même ordre d'idée, développer ou/et poursuivre les évaluations nationales type CE2 ou sixième révélatrices à un moment donné de l'état des savoirs pour une classe d'âge donnée.
- Maintenir l'épreuve du baccalauréat dans ses modalités actuelles comme préparation aux situations professionnelles dans lesquelles l'individu doit mobiliser ses moyens pour prouver, montrer sa valeur.
- Faire coexister, à côté d'examens sanctionnant un cycle d'étude, des formes de contrôles continus (évaluation, notation...). Car une note à un examen ne reflète pas forcément ce que vaut l'élève.